

et européenne. Mais ce fut une illusion vite dissipée, d'abord par la doctrine Nixon puis par le rapprochement des États-Unis avec les deux principales puissances communistes, politique dont dépendait le plan formulé par M. Kissinger pour mettre fin à la guerre du Vietnam. Loin de « rentrer au bercail » et d'y reprendre la direction positive et énergique de l'Alliance atlantique, les Américains se sont précipités dans une autre entreprise d'envergure mondiale, laissant de côté encore une fois les Européens.

### **Effets de la politique de détente**

La détente Est-Ouest recherchée par l'administration Nixon-Kissinger et qui a trouvé expression dans les entretiens SALT I et les accords commerciaux privilégiés É.U. — URSS, a posé pour les Européens des problèmes contradictoires. Si, d'une part, ils souhaitent depuis longtemps un réel climat de détente pouvant atténuer la menace soviétique et permettre la réduction de leurs effectifs de défense nationale, ils sont vivement conscients, de l'autre, d'un accroissement marqué de la puissance militaire soviétique et du besoin continu de la participation active des États-Unis aux mesures de sécurité européennes. Lorsque les Américains se mirent à négocier sur un plan presque exclusivement bilatéral avec l'Union soviétique, les Européens de l'Ouest ont commencé à s'inquiéter de la conclusion, à leur insu, d'ententes peut-être préjudiciables à leur sécurité. De leur côté, les Américains considéraient la détente comme une voie nécessaire à la solution d'urgents problèmes tels que la conclusion de la guerre du Vietnam et la domination de crises mondiales, par exemple les troubles au Moyen-Orient. La détente en Europe, à laquelle les Soviétiques semblent attribuer la plus grande priorité, est ainsi devenue une sorte de monnaie diplomatique, une forme de « paiement » grâce auquel les Américains espèrent s'assurer la coopération des Russes à l'endroit de questions qu'ils jugent essentielles à leurs intérêts.

L'équipe Nixon-Kissinger s'est trouvée prise jusqu'à un certain point à son propre jeu, car le but ultime de cette politique restait inconnu. Si la détente lui apparaissait de fait comme un expédient, mesurée avant tout à l'aune des intérêts américains, on pouvait difficilement reprocher aux Européens d'ajouter foi à ces assurances d'une détente continue, et de réduire leurs efforts de défense nationale en raison du fait qu'une situation manifeste de détente, telle que proclamée par les déclarations conjointes des États-Unis et de l'URSS, écartait le besoin d'une forte

organisation militaire.

Il est clair que les Américains ne pouvaient gagner sur les deux tableaux. Il se peut que la détente, telle qu'esquissée par les Russes depuis le milieu des années soixante et acceptée par les Américains au cours d'une longue série d'entretiens et de négociations depuis 1971, ait aidé l'administration Nixon à régler plus d'un problème vital aux intérêts américains sur le plan mondial. Cependant, tout comme pour le Japon dans le domaine économique et pour l'Europe en ce qui a trait à la sécurité, il y a un compte à solder dont les conséquences à long terme dépassent souvent les avantages temporaires obtenus au cours des difficiles négociations de l'opportunisme.

### **Rivalités européennes**

Vu le rôle prédominant qu'ont joué les Américains pendant la dernière décennie, l'attention tend à se concentrer sur eux. Cependant, ils ne sont pas seuls responsables des difficultés qui ont surgi dans les relations euro-américaines. On reproche en effet aux Européens de l'Ouest, depuis le début des années cinquante, leur incapacité de s'unir et de « parler d'une seule voix ». De très nombreuses raisons, découlant surtout de craintes et de rivalités entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, les ont empêchés d'y parvenir jusqu'à présent. On ne saurait guère prétendre que les Européens eux-mêmes ne sont pas responsables de ce manque de succès. Comme nous l'avons noté d'ailleurs ce résultat n'est pas sans rapport avec la politique américaine vis-à-vis de l'Europe et l'influence des États-Unis sur les principales nations européennes.

Il se peut que les occasions de mieux faire aient été minces, étant donné les situations et le cadre dans lequel les problèmes se sont développés. On ne saurait nier cependant que l'approche détournée de la Grande-Bretagne à l'égard de l'intégration européenne découlait en bonne part d'une confiance trop prolongée dans ses relations spéciales avec les États-Unis. En revanche, la politique des États-Unis vis-à-vis de la France a toujours eu un côté irrationnel. Sans doute le président de Gaulle et ses successeurs ont-ils été d'un commerce difficile, mais beaucoup de ces conflits étaient attribuables à des différences de style. Dans leurs relations avec la France, les Américains se sont montrés incapables de distinguer entre la forme et le fond. Stridente et émotive, la réaction américaine portait souvent à faux. Par ailleurs, si les préoccupations de Washington au sujet de l'Allemagne de l'Ouest ont eu dans l'ensemble un effet